



## Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL



## **Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°6 au contrat de délégation lié à l'actualisation du programme prévisionnel de travaux - Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de la ressource géothermale - Autorisation de signature**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) avec l'ambition d'être un Territoire neutre en carbone en 2050. Pour cela, l'un des axes est de disposer, à cet horizon, d'un réseau public de chaleur et de froid approvisionné à 100 % par des énergies renouvelables ou de récupération. L'atteinte de cet objectif est complexe, ainsi tout projet qui contribue à l'augmentation d'utilisation d'énergie renouvelable et de récupération doit être favorisé.

Le réseau public de chaleur et de froid de la Ville de Montpellier fait l'objet d'une délégation de service public avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un contrat initial en date du 31 décembre 1986. Ce contrat a fait l'objet de plusieurs avenants dont une prolongation de durée qui fixe le terme du contrat au 31 décembre 2030. Par ailleurs, la création de Montpellier Méditerranée Métropole a entraîné le transfert de la compétence communale relative au réseau montpelliérain de chaleur et de froid par décret en date du 23 décembre 2014.

A l'heure actuelle, le réseau public de chaleur et de froid existant sur la ville de Montpellier présente d'ores et déjà un taux d'énergie renouvelable remarquable comme en atteste la labellisation Eco-réseau de chaleur. En effet, les 9 sites de production du réseau urbain, présents dans plusieurs quartiers de Montpellier (Joffre, Antigone, Odysseum, Port-Marianne, Richter, Jacques-Coeur, Polygone, Grisettes et Universités) et alimentant en chaleur et froid 1,66 million de m<sup>2</sup>, soit l'équivalent de 15 314 logements, sont en moyenne à 70 % d'énergie renouvelable pour la distribution de chaleur.

Cela est le résultat d'une évolution continue pour étendre et verdir le réseau depuis la création du premier réseau public. A cet effet, la concession a été amendée dans le cadre d'un avenant n°4 en date du 27 janvier 2017 complété par un avenant n°5 en date du 31 janvier 2020 ayant pour objet principal la description du plan quinquennal de travaux. Celui-ci était évalué à 30,7 M€ HT avec un taux de subvention prévisionnel de 25 %. Conformément au dernier alinéa de l'article 2.2 de l'avenant n°4, les parties avaient convenu de se rencontrer afin d'étudier l'actualisation de ce plan quinquennal de travaux.

Ainsi, sur le fondement de l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique relatif aux modifications prévues dans les documents contractuels initiaux, l'avenant n°6 au contrat de concession détaille la réévaluation des projets ainsi que de l'actualisation des subventions prévisionnelles.

L'ambition affichée de la collectivité dans le cadre de l'élaboration du PCAET, ainsi que des évolutions réglementaires, ont ainsi conduit à saisir plusieurs opportunités. Les principales évolutions sont les suivantes :

- Hauts de Jausserand : création d'un nouveau réseau de chaleur pour ce secteur, basé sur la valorisation de chaleur fatale du parc technologique de la Pompignane, pouvant alimenter à terme 564 logements. Le développement de ce réseau sera réalisé sur la période 2022-2026, toutefois le choix de la création du réseau doit être décidé dès à présent afin d'acter les énergies qui seront disponibles pour l'aménagement de ce quartier. Cela contribuera ainsi à l'augmentation du taux d'énergie fatale valorisée sur le territoire d'une part et à l'atteinte des exigences de performances énergétiques des futurs logements d'autre part.

L'investissement brut prévisionnel est de 1 415 694 € HT avec une subvention attendue de 641 405 €.



- Antigone : remplacement de la cogénération du réseau arrivant en fin de contrat en février 2021 par une nouvelle unité de cogénération d'une puissance électrique optimisée de 1 MW. La fin programmée des conditions d'achat d'électricité à compter du 21 février 2021 encourage à saisir l'opportunité de bénéficier d'un complément de rémunération par la vente de l'électricité produite durant 15 ans. Outre l'opportunité économique, l'intérêt réside dans la performance énergétique d'une cogénération qui permet de produire simultanément de la chaleur et de l'électricité avec un rendement amélioré par rapport à des productions distinctes.

L'investissement brut prévisionnel est de 854 311 €HT avec la perspective de bénéficier d'un tarif de rachat de l'électricité avantageux durant 15 ans.

- Grisettes : installation d'une nouvelle unité de cogénération d'une puissance électrique de 300 kW. De même, il est proposé de bénéficier d'un contrat d'obligation d'achat de l'électricité avant le 21 février 2021, ce qui permettrait, en outre, d'augmenter les sources d'énergie de récupération alimentant ce réseau qui utilise par ailleurs le biogaz produit par l'unité de méthanisation Ametyst.

L'investissement brut prévisionnel est de 377 001 €HT avec la perspective de bénéficier d'un tarif de rachat de l'électricité avantageux durant 15 ans.

- Polygone : installation d'une pompe à chaleur permettant de récupérer et valoriser la chaleur fatale issue de la production de froid qui est jusqu'à présent perdue. En plus d'améliorer les performances énergétiques de ce réseau, cette opération permettrait d'obtenir des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) valorisables financièrement.

L'investissement brut prévisionnel est de 776 898 € HT avec un bénéfice lié à la vente de CEE attendue de 568 107 €.

- Actualisation du calendrier de réalisation des nouveaux réseaux actés lors des avenants 4 et 5 (EAI, Saint Roch, Beausoleil, Mogère) compte tenu de la crise sanitaire et divers décalages d'opérations d'aménagements. Cela conduit à l'étalement jusqu'en 2026 pour la finalisation de la construction de ces réseaux en cohérence avec l'avancement des travaux d'aménagement des quartiers.

Le programme prévisionnel de travaux estimé précédemment à 30,7 M€ HT est ainsi réévalué à 35,1 M€ HT soit une évolution de 14 % (+ 4,4 M€). La principale augmentation d'investissement porte sur la création d'un nouveau réseau de chaleur qui devrait toutefois bénéficier de 45 % de subvention. Au global, le taux de subvention prévisionnel de ce programme de travaux est de 25 %.

Afin d'assurer le suivi de ce programme prévisionnel de travaux, le concessionnaire s'engage à transmettre au concédant, au 31 mai de chaque année, un état d'avancement faisant apparaître, par projet, le réalisé et l'actualisation du prévisionnel arrêté au 31 décembre 2021 ainsi que les valeurs nettes comptables au terme du contrat. Il est à noter que cet avenant n°6 n'apporte pas de modification sur les valeurs nettes comptables. Ainsi, les nouveaux projets susvisés et intégrés à cet avenant feront l'objet d'un retour gracieux à la métropole en fin de concession.

Enfin, cet avenant n°6 a été présenté préalablement en commission de délégation de service public le 21 janvier 2021, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales.

Il y a lieu en parallèle de procéder à certaines actualisations dans le cadre de la création du réseau géothermique acté lors de l'avenant n°4 au contrat de la délégation de service public.



Les études en approvisionnement énergétique du secteur de la Mogère avaient révélé le potentiel de valorisation locale d'une ressource géothermique. Ainsi la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) a obtenu un permis d'exploitation du site géothermique à basse température dit de Mogère, au titre du Code minier, accordé par arrêté préfectoral n°2017-I-1010.

De son côté, la société EDF Optimal Solution (EOS) a été chargée de concevoir et réaliser un réseau d'eau tempéré sur boucle pour le lotissement URBAN PARK à Lattes, à proximité de la ressource géothermale de la Mogère. A cet effet, EOS a réalisé un forage dans le périmètre du lotissement qui s'est révélé infructueux. Afin de permettre à ce lotissement d'accéder à une énergie d'origine renouvelable, une convention a été établie afin de mettre à disposition d'EOS une partie de la ressource géothermale en échange de la prise en charge d'une partie des investissements initiaux liés au forage et du paiement d'une redevance d'utilisation.

La signature de cette convention entre la SA3M, EOS et Montpellier Méditerranée Métropole a été autorisée par délibération en date du Conseil de Métropole du 24 février 2016.

Cette convention doit à présent être actualisée pour les motifs suivants :

- Le permis d'exploitation du site géothermique à basse température dit de Mogère au titre du Code minier accordé par arrêté préfectoral n°2017-I-1010 doit être transféré de la SA3M à la SERM, délégataire du réseau de chaleur et de froid, afin de permettre l'exploitation de celle-ci ;
- EDF Optimal Solution est devenue Dalkia Smart Building ;
- Compte-tenu des coûts de fonctionnement constatés, il y a lieu d'actualiser les dispositions financières afin d'être plus en adéquation avec la réalité.

Il est donc proposé un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de la ressource géothermale de la Mogère afin de prendre en compte ces évolutions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de l'avenant n°6 au contrat de concession ;
- d'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal actualisé ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de la ressource géothermale de la Mogère ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 21 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152720-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant n°6 Annexe 1 Description
- Avenant n°6 Annexe 2 Programme Prévisionnel Travaux Valeur Brute
- Avenant n°6 Annexe 3 VNC
- Avenant n°6 Annexe 4 CEP
- Avenant 6 Annexe 5 Fiche CEE
- Avenant n°1 convention Ressource géothermale
- Avenant n°6

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.